

505LN 52113

940

(1942, 11)

Rapport d'ensemble sur les filiales S.N.C.F.

<u>1939 - 1941</u>	C.A.	23.12.42	23	VI
<u>1942</u>	C.A.	23. 2.44	5	VII

Rapport d'ensemble sur les filiales S.N.C.F. 1939 - 1942



Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration  
du 23 février 1944

---

QUESTION VII - Rapport sur les Sociétés auxquelles participe  
la S.N.C.F. - 1942.

P.V. (p.3)

M. LE PRESIDENT présente le Rapport annuel sur le fonctionnement des Sociétés auxquelles participe la S.N.C.F.

Ce document donne, en particulier, pour les diverses Sociétés, les résultats de l'exercice 1942, tels qu'ils ont été arrêtés par les Assemblées Générales tenues au cours de l'année 1943.

Le Conseil prend acte du Rapport.

Notes de séance (p.5)

M. LE PRESIDENT.- Vous avez reçu communication du Rapport annuel sur le fonctionnement des Sociétés auxquelles participe la S.N.C.F. Ce document donne, en particulier, pour les diverses Sociétés, les résultats de l'exercice 1942 tels qu'ils ont été arrêtés par les Assemblées Générales tenues en 1943. Si des renseignements complémentaires vous sont nécessaires, les Services seront naturellement à votre disposition pour vous les fournir.

Le Conseil prend acte du Rapport.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

---

Conseil d'Administration

---

Séance du 23 février 1944

---

VII - Rapport sur les Sociétés auxquelles participe  
la S.N.C.F. - 1942.-

*Pm*

So

QUESTION VI - Rapport sur les Sociétés auxquelles  
participe la S.N.C.F. - 1939-1941.-

P.V. (p.4)

M. LE PRESIDENT retrace le plan d'ensemble du rapport qui est présenté sur l'évolution des participations financières de la S.N.C.F. au cours des trois dernières années connues.

Ce rapport marque le point de départ d'une refonte des conditions de gestion des participations, comportant :

- d'une part, un renforcement du service chargé de suivre la marche des sociétés ou organismes ;
- d'autre part, l'établissement et la mise en oeuvre de directives propres à assurer la documentation de ce service en même temps que l'unité de vues au sein de la représentation de la S.N.C.F. dans les Conseils.

Tous les 6 mois, il sera rendu compte de l'activité des sociétés ou organismes dans le Conseil ou Comité desquels la S.N.C.F. est représentée. En outre, chaque année, à l'issue des Assemblées ayant approuvé le bilan et les comptes, le Conseil sera saisi d'un rapport général donnant, d'une part, la physionomie d'ensemble des participations au cours de l'exercice précédent, d'autre part, la situation de chaque société ou organisme à la clôture dudit exercice. De cette manière, le Conseil sera mis en mesure de dégager et de promouvoir la politique à suivre par la S.N.C.F. dans le domaine des filiales.

Le Conseil prend acte du rapport. En outre, il approuve les propositions qui lui sont soumises tendant à l'amortissement provisionnel sur le compte d'exploitation de 1942, à concurrence d'une somme de 3.000.000 fr, de la perte que vaudra à la S.N.C.F. la liquidation de la Société Auxiliaire des Transports de l'Ouest et du Sud-Ouest (S.A.T.O.S.).

Sténo (p.23)

M. LE PRESIDENT.- Un très important rapport sur l'évolution des participations financières de la S.N.C.F. au cours des trois années 1939 à 1941 vous est présenté. Ce rapport, établi par le service chargé de suivre ces participations, comporte, tout d'abord, une vue d'ensemble retraçant leur évolution depuis la constitution de la S.N.C.F. et résumant la situation actuelle et les observations d'ordre général que celle-ci paraît appeler. Il contient, ensuite, une étude spéciale à chaque société qui expose, d'une part, son statut social et ses conditions d'exploitation, d'autre part, son activité et ses résultats financiers pour les trois dernières années connues.



Ce rapport marque le point de départ d'une refonte des conditions de gestion de nos participations financières, au sujet de laquelle j'ai donné les instructions nécessaires.

D'une part, le service des participations financières - qui est réorganisé et renforcé -, devra constituer et tenir constamment à jour une documentation aussi complète que possible sur chaque société et être, en outre, en mesure d'instruire les questions que peut poser l'activité des sociétés. Ce service sera chargé d'assurer une liaison constante entre la S.R.C.F. et ses représentants dans les Conseils, de façon à assurer l'unité d'action au sein de ces Conseils et à provoquer, en temps utile, les interventions ou les décisions qui pourraient s'avérer nécessaires.

D'autre part, j'ai fait préparer une instruction qui sera envoyée à tous nos représentants, laquelle précisera les conditions dans lesquelles ils devront communiquer au service tous documents, comptes rendus ou renseignements utiles pour le mettre à même de suivre efficacement la vie des sociétés et assurer, entre eux, en cas de pluralité de représentants au sein d'un même Conseil, l'unité de vues qui s'impose. Dans cette hypothèse, nous avons considéré qu'il y aurait intérêt à instituer parmi la représentation de la S.R.C.F. un chef de file qui sera plus spécialement chargé de maintenir la liaison avec nos services et de ~~xxxx~~ veiller, en outre, à ce que, tout au moins pour les questions importantes, nos représentants puissent se concerter entre eux en vue de l'adoption d'une attitude commune.

Enfin, j'estime qu'il est indispensable que le Conseil d'administration de la S.R.C.F. soit informé d'une manière très suivie de la marche des sociétés. J'ai, en conséquence, prescrit qu'un rapport sommaire lui soit présenté tous les six mois et qu'en fin d'exercice une documentation complète lui soit fournie sur l'évolution de chaque société et sur les résultats de son exploitation au cours de l'année écoulée. Le Conseil sera ainsi en mesure de dégager et de promouvoir la politique générale à suivre par la S.R.C.F. en cette matière.

Je ne pense pas que vous ayez eu le temps matériel de procéder à un examen approfondi du rapport très développé que vous avez reçu. Je me bornerai donc aujourd'hui aux quelques explications que je viens de vous fournir sur les conditions dans lesquelles ce travail a été établi et sur les directives nouvelles qui seront incessamment communiquées à nos représentants, et je vous propose de renvoyer à une date ultérieure la discussion générale à laquelle nous pourrions avoir à procéder sur notre politique générale de participation.

Sous cette réserve, le Conseil prend acte du rapport et donne son assentiment aux conclusions qui sont formulées. Il approuve, en particulier, les propositions présentées relativement à l'amortissement provisionnel de la participation de la S.N.C.F. dans la Société S.A.T.O.S.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-----

Conseil d'Administration

---

Séance du 23 décembre 1942

---

VI.- Rapport sur les Sociétés auxquelles  
participe la S.N.C.F. - 1939-1941.

Prot.

So